Rapport financier 2015

Exercice terminé le 31 décembre

Nom : Montréal-Ouest

Code géographique : 66047

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

Affaires municipales
et Occupation
du territoire
Québec

Attestation du trésorier ou du secrétaire-trésorier sur le rapport financier S3

Section I - États financiers

Table des matières S4

États financiers audités S5 - S25

Renseignements non audités S26 - S28

Section II - Autres renseignements financiers

Table des matières S30

Taux global de taxation réel audité S31 - S34

Autres renseignements non audités S35 - S57

ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER SUR LE RAPPORT FINANCIER

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Valentina Maria Todoran, atteste la véracité du rapport financier

de Montréal-Ouest pour l'exercice terminé le 31 décembre 2015.
(Nom de l'organisme)

[Originale signée]

Signature _____ Date 2016-03-15

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
Section I	
États financiers audités	
Rapport de l'auditeur indépendant	6
Rapport du vérificateur général	6.1
Renseignements complémentaires	
Résultats détaillés	7
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales	8
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales	9
Charges par objets	10
État des résultats	11
État de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	12
État des gains et pertes de réévaluation	12
État de la situation financière	13
État des flux de trésorerie	14
Notes complémentaires aux états financiers	15
Autres renseignements complémentaires	
Excédent (déficit) accumulé	16
Avantages sociaux futurs	17
Endettement total net à long terme	18
Renseignements non audités	
Analyse des revenus	20
Analyse des charges	21
Section II	
Autres renseignements financiers - Table des matières	23

Section I - États financiers

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil,

J'ai effectué l'audit des états financiers ci-joints de la ville de Montréal-Ouest et qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2015, l'état des résultats, l'état de la variation de la dette nette et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de mon audit. J'ai effectué mon audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifiions et réalisions l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

J'estime que les éléments probants que j'ai obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion d'audit.

Opinion

À mon avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la ville de Montréal-Ouest au 31 décembre 2015, ainsi que des résultats de leurs activités, de la variation de leur dette nette et de leurs flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Observations

Sans pour autant modifier mon opinion, j'attire l'attention sur le fait que la ville de Montréal-Ouest inclut dans ses états financiers certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire et présentées aux pages 15, 16, 23 et 25, portent sur l'établissement de l'excédent de l'exercice et la ventilation de l'excédent accumulé à des fins fiscales ainsi que sur l'endettement total net à long terme.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

[Original signé par]

NOM DU CABINET Daniel Tétreault, CPA auditeur CA

NOM DE L'AUDITEUR EXTERNE

NOM DE L'AUDITEUR EXTERNE Daniel Tétreault, CPA auditeur CA

Amos, Québec

DATE 2016-03-15

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

[Original signé par]

DATE _____

S14

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

		Budget 2015	Réalisations 2015			Réalisations 2014
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
Revenus						
Fonctionnement						
Taxes	1	13 085 139	13 025 361		13 025 361	12 898 612
Compensations tenant lieu de taxes	2	213 093	211 640		211 640	239 617
Quotes-parts	3					
Transferts	4	169 181	201 401		201 401	184 989
Services rendus	5	621 000	775 468		775 468	769 894
Imposition de droits	6	423 000	616 951		616 951	503 172
Amendes et pénalités	7	110 000	172 161		172 161	167 199
Intérêts	8	104 000	144 157		144 157	135 528
Autres revenus	9	11 745				
	10	14 737 158	15 147 139		15 147 139	14 899 011
Investissement						
Taxes	11					
Quotes-parts	12					
Transferts	13		1 016 534		1 016 534	733 109
Autres revenus						
Contributions des promoteurs	14					
Autres	15					
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	16					
	17		1 016 534		1 016 534	733 109
	18	14 737 158	16 163 673		16 163 673	15 632 120
Charges						
Administration générale	19	2 402 897	2 471 989	70 477	2 542 466	2 490 791
Sécurité publique	20	2 867 537	2 870 157	15 797	2 885 954	2 855 999
Transport	21	3 941 560	3 842 745	858 507	4 701 252	4 390 269
Hygiène du milieu	22	926 287	808 498	639 313	1 447 811	1 491 487
Santé et bien-être	23	11 397	11 397		11 397	8 105
Aménagement, urbanisme et développement	24	275 161	288 310		288 310	259 369
Loisirs et culture	25	2 456 804	2 563 756	110 177	2 673 933	2 608 742
Réseau d'électricité	26					
Frais de financement	27	676 277	543 860		543 860	585 134
Amortissement des immobilisations	28		1 694 271	(1 694 271)		
	29	13 557 920	15 094 983		15 094 983	14 689 896
Excédent (déficit) de l'exercice	30	1 179 238	1 068 690		1 068 690	942 224

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

		2015		2014
		Budget	Réalisations	Réalisations
Excédent (déficit) de l'exercice	1	1 179 238	1 068 690	942 224
Moins: revenus d'investissement	2	( )	(1 016 534)	(733 109)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	1 179 238	52 156	209 115
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
Ajouter (déduire)				
Immobilisations				
Amortissement	4		1 694 271	1 602 565
Produit de cession	5			
(Gain) perte sur cession	6			
Réduction de valeur / Reclassement	7			
	8		1 694 271	1 602 565
Propriétés destinées à la revente				
Coût des propriétés vendues	9			
Réduction de valeur / Reclassement	10			
	11			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales				
Remboursement ou produit de cession	12			
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13			
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14			
	15			
Financement				
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16			
Remboursement de la dette à long terme	17	(1 159 238)	(1 166 094)	(1 124 399)
	18	(1 159 238)	(1 166 094)	(1 124 399)
Affectations				
Activités d'investissement	19	(20 000)	(383 152)	(410 368)
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20		138 417	7 168
Excédent de fonctionnement affecté	21		65 295	10 602
Réserves financières et fonds réservés	22		(41 570)	(3 188)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23			
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24			
	25	(20 000)	(221 010)	(395 786)
	26	(1 179 238)	307 167	82 380
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27		359 323	291 495

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

		2015		2014
		Budget	Réalisations	Réalisations
Revenus d'investissement	1		1 016 534	733 109
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
Ajouter (déduire)				
Immobilisations				
Acquisition				
Administration générale	2	( )	(125 174)	(479 057)
Sécurité publique	3	( )	( )	(42 975)
Transport	4	(20 000)	(1 049 438)	(1 602 965)
Hygiène du milieu	5	( )	(325 065)	(966 945)
Santé et bien-être	6	( )	( )	( )
Aménagement, urbanisme et développement	7	( )	( )	( )
Loisirs et culture	8	( )	(653 441)	(122 261)
Réseau d'électricité	9	( )	( )	( )
	10	(20 000)	(2 153 118)	(3 214 203)
Propriétés destinées à la revente				
Acquisition	11	( )	( )	( )
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales				
Émission ou acquisition	12	( )	( )	( )
Financement				
Financement à long terme des activités d'investissement	13		2 018 590	2 192 450
Affectations				
Activités de fonctionnement	14	20 000	383 152	410 368
Excédent accumulé				
Excédent de fonctionnement non affecté	15		212 571	92 515
Excédent de fonctionnement affecté	16			
Réserves financières et fonds réservés	17		90 079	283 822
	18	20 000	685 802	786 705
	19		551 274	(235 048)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	20		1 567 808	498 061

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

		2015		2014
		Budget	Réalisations	Réalisations
Rémunération	1	3 515 016	3 557 319	3 416 667
Charges sociales	2	870 684	765 869	748 333
Biens et services	3	3 216 474	3 254 333	3 172 723
Frais de financement				
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge				
De l'organisme municipal	4	653 077	518 644	494 104
D'autres organismes municipaux	5			
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	6			71 056
D'autres tiers	7			
Autres frais de financement	8	23 200	25 216	19 974
Contributions à des organismes				
Organismes municipaux				
Quotes-parts	9	5 180 538	5 180 538	5 065 539
Autres	10	98 931	98 793	98 935
Autres organismes	11			
Amortissement des immobilisations	12		1 694 271	1 602 565
Autres				
-	13			
-	14			
-	15			
	16	13 557 920	15 094 983	14 689 896

ÉTAT DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

		Budget	Réalisations	
		2015	2015	2014
Revenus				
Taxes	1	13 085 139	13 025 361	12 898 612
Compensations tenant lieu de taxes	2	213 093	211 640	239 617
Quotes-parts	3			
Transferts	4	169 181	1 217 935	918 098
Services rendus	5	621 000	775 468	769 894
Imposition de droits	6	423 000	616 951	503 172
Amendes et pénalités	7	110 000	172 161	167 199
Intérêts	8	104 000	144 157	135 528
Autres revenus	9	11 745		
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	10			
	11	14 737 158	16 163 673	15 632 120
Charges				
Administration générale	12	2 402 897	2 542 466	2 490 791
Sécurité publique	13	2 867 537	2 885 954	2 855 999
Transport	14	3 941 560	4 701 252	4 390 269
Hygiène du milieu	15	926 287	1 447 811	1 491 487
Santé et bien-être	16	11 397	11 397	8 105
Aménagement, urbanisme et développement	17	275 161	288 310	259 369
Loisirs et culture	18	2 456 804	2 673 933	2 608 742
Réseau d'électricité	19			
Frais de financement	20	676 277	543 860	585 134
	21	13 557 920	15 094 983	14 689 896
Excédent (déficit) de l'exercice	22	1 179 238	1 068 690	942 224
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice	23		13 616 611	12 674 387
Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	24		277 460	
Excédent (déficit) accumulé redressé au début de l'exercice	25		13 894 071	12 674 387
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	26		14 962 761	13 616 611

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S15.

ÉTAT DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

		Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
Excédent (déficit) de l'exercice	1	1 179 238	1 068 690	942 224
Variation des immobilisations				
Acquisition	2	(20 000)	(2 153 118)	(3 214 203)
Produit de cession	3			
Amortissement	4		1 694 271	1 602 565
(Gain) perte sur cession	5			
Réduction de valeur / Reclassement	6			
	7	(20 000)	(458 847)	(1 611 638)
Variation des propriétés destinées à la revente	8			
Variation des stocks de fournitures	9			
Variation des autres actifs non financiers	10		(58 685)	(186 375)
	11		(58 685)	(186 375)
	12	1 159 238	551 158	(855 789)
Gains (pertes) de réévaluation nets	13			
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	14	1 159 238	551 158	(855 789)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice	15		(14 300 764)	(13 444 975)
Redressement aux exercices antérieurs (note 20) / Reclassement de propriétés destinées à la revente	16		277 460	
Actifs financiers nets redressés (dette nette redressée) au début de l'exercice	17		(14 023 304)	(13 444 975)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	18		(13 472 146)	(14 300 764)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2015

		2015	2014
ACTIFS FINANCIERS			
Encaisse	1	1 751 121	516 853
Placements temporaires	2		
Débiteurs (note 5)	3	6 125 758	5 849 366
Prêts (note 6)	4		
Placements de portefeuille (note 7)	5		
Participations dans des entreprises municipales	6		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	7	342 800	335 600
Autres actifs financiers (note 9)	8		
	9	8 219 679	6 701 819
PASSIFS			
Découvert bancaire	10		
Emprunts temporaires (note 10)	11		
Créditeurs et charges à payer (note 11)	12	2 442 627	2 781 056
Revenus reportés (note 12)	13	38 898	31 727
Dette à long terme (note 13)	14	19 210 300	18 189 800
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	15		
	16	21 691 825	21 002 583
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	17	(13 472 146)	(14 300 764)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations (note 15)	18	28 171 570	27 712 723
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19		
Stocks de fournitures	20		
Autres actifs non financiers (note 17)	21	263 337	204 652
	22	28 434 907	27 917 375
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	23	14 962 761	13 616 611

Obligations contractuelles (note 18)
Éventualités (note 19)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

		2015	2014
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	1 068 690	942 224
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement	2	1 694 271	1 602 565
Autres			
- Redressement	3	277 460	
-	4		
	5	3 040 421	2 544 789
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	(276 392)	1 062 719
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer	8	(338 429)	379 499
Revenus reportés	9	7 171	(212)
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10	(7 200)	20 600
Propriétés destinées à la revente	11		
Stocks de fournitures	12		
Autres actifs non financiers	13	(58 685)	(186 375)
	14	2 366 886	3 821 020
Activités d'investissement en immobilisations			
Acquisition	15	(2 153 118)	(3 214 203)
Produit de cession	16		
	17	(2 153 118)	(3 214 203)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales			
Émission ou acquisition	18	( )	( )
Remboursement ou cession	19		
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	20	( )	( )
Cession	21		
Variation nette des placements temporaires	22		
	23		
Activités de financement (note 23)			
Émission de dettes à long terme	24	2 528 000	1 809 400
Remboursement de la dette à long terme	25	(1 507 500)	(1 444 900)
Variation nette des emprunts temporaires	26		(403 100)
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	27		
Autres			
-	28		
-	29		
	30	1 020 500	(38 600)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	31	1 234 268	568 217
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice	32	516 853	(51 364)
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 23)	33	1 751 121	516 853

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

1. Statut de l'organisme municipal

La Ville de Montréal-Ouest (la Ville) est un organisme municipal créé le 1er janvier 2006, en vertu de la Loi concernant la consultation des citoyens sur la réorganisation territoriale de certaines municipalités (L.Q. 2003 chapitre 14), de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (L.R.Q., c. E-20.001) ainsi que du décret no 1299-2005 du 8 décembre 2005 concernant l'agglomération de Montréal, date à laquelle les actifs, les passifs et les surplus sont partagés avec la Ville de Montréal. La Ville demeurera liée avec les municipalités reconstituées ainsi que la Ville de Montréal résiduelle par l'intermédiaire de l'agglomération de Montréal.

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers sont dressés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public. L'utilisation de toute autre source de principes comptables généralement reconnus doit être cohérente avec ces normes.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire. Celles-ci comprennent l'excédent de l'exercice à des fins fiscales présenté aux pages S15 et S16, la ventilation de l'excédent accumulé à des fins fiscales présentée aux pages S23-1 et S23-2 et l'endettement total net à long terme présenté à la page S25.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre comptable et partenariat

n/a

B) Comptabilité d'exercice

Estimations comptables

La préparation des états financiers de la ville de Montréal-Ouest, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses. Celles-ci ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et passifs, de la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que de la comptabilisation des revenus et des charges au cours de la période visée par les états financiers. Les résultats réels peuvent différer des prévisions établies par la direction.

Les principales estimations comprennent la provision pour créances douteuses, la valeur de réalisation nette des propriétés destinées à la revente, la durée d'utilité des immobilisations, les provisions à l'égard des salaires et avantages sociaux, du passif au titre des activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement, du passif aux titres des sites contaminés, des contestations d'évaluation et des réclamations en justice et les hypothèses actuarielles liées à l'établissement des charges et des obligations au titre des avantages sociaux futurs.

C) Actifs financiers

Les actifs financiers de la municipalité sont les ressources financières pour faire face aux obligations existantes et financer les activités futures.

Elles sont classées par grandes catégories :

La trésorerie et les équivalents de trésorerie;
Les débiteurs;
Les stocks destinés à la revente;
Les prêts.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

D) Passifs

Les passifs de la municipalité sont les obligations existantes.
Ils sont classés par grandes catégories :

- Les découverts bancaires;
- Les emprunts bancaires;
- Les créditeurs et charges à payer;
- Les revenus reportés;
- Les passifs au titre des avantages sociaux futurs.
- Les dettes à long terme.

E) Actifs non financiers

Les actifs non financiers de la municipalité sont les ressources non financières.
Elles sont classées par grandes catégories :
Les immobilisations;
Les propriétés destinées à la revente;
Les stocks de fournitures;
Les frais payés d'avance et les frais reportés.

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

Les immobilisations sont comptabilisées au coût et sont amorties en fonction de leur durée de vie utile estimative à compter de l'année qui suit leur date de mise en service. Les immobilisations sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire sur les périodes suivantes :

Infrastructures	15 à 40 ans
Bâtiments	15 à 40 ans
Véhicules	10 à 20 ans
Machinerie, outillage et équipement	10 à 20 ans
Ameublement et équipement de bureau	5 à 10 ans

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers

F) Revenus de transfert

Les revenus de transfert sont constatés aux états financiers dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu aux transferts, dans la mesure où ils ont été autorisés, les critères d'admissibilité ont été satisfaits et une estimation raisonnable des montants est possible.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

G) Avantages sociaux futurs

Avantages sociaux futurs à prestations déterminées

En plus des prestations de retraite, ces avantages comprennent notamment :
- les avantages complémentaires de retraite comme la couverture des soins de santé et l'assurance vie offertes aux retraités;
- les congés de maladie accumulés par les employés.

La charge de l'exercice est établie par les éléments suivants : le coût des services rendus de l'exercice pour l'employeur; le coût net des services passés de l'exercice découlant d'une modification; l'amortissement des pertes (gains) actuarielles; les pertes (gains) découlant d'événements spéciaux (règlement, compression, prestation de cessation d'emploi, etc.); et l'augmentation (réduction) de la provision pour moins-value. Dans l'établissement de la charge de l'exercice, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal (2014, chapitre 15) sanctionnée le 5 décembre 2014 ("la Loi"). Se rajoutent, à titre de frais de financement, les intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées moins le rendement espéré des actifs du régime.

Un actif au titre des avantages sociaux futurs est présenté à l'état de la situation financière pour refléter l'écart à la fin de l'exercice entre la valeur des obligations au titre des prestations constituées et la valeur des actifs du régime, net des gains et pertes actuariels non amortis et net d'une provision pour moins-value dans le cas d'un actif s'il y a lieu.

Les obligations au titre des prestations constituées sont calculées de façon actuarielle selon la méthode de répartition des prestations, à partir des hypothèses les plus probables de la municipalité en matière d'évolution des salaires, de roulement du personnel, d'âge de départ à la retraite des participants, d'évolution des coûts futurs et d'autres facteurs actuariels. Des obligations implicites peuvent devoir être reconnues, notamment en vertu de la Loi précitée. Les effets de cette Loi sur les soldes d'ouverture et les résultats de l'exercice 2015, notamment par la constatation d'un coût des services passés négatif, sont décrits dans les renseignements complémentaires sur les avantages sociaux futurs à la page S24-1 des états financiers.

Aux fins du calcul de la valeur des actifs et du rendement espéré des actifs, ceux-ci sont évalués en date du 31 décembre 2015 selon la méthode liée au marché.

Les gains et les pertes actuariels sont amortis sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants. L'amortissement débute dans l'exercice subséquent à celui de la constatation du gain ou de la perte.

Le coût des services passés découlant d'une modification de régime est passé immédiatement comme charge. Ce coût des services passés est absorbé entièrement par les pertes actuarielles non reconnues au 31 décembre 2013. Le montant à pourvoir de la Ville de Montreal-Ouest est nul au 31 décembre 2015.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

H) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir
s.o.

I) Instruments financiers
S.O.

J) Autres éléments
n/a

3. Modification de méthodes comptables
Le 1er janvier 2015, l'organisme a adopté les recommandations du nouveau chapitre SP 3260 "Passif au titre des sites contaminés". Ce nouveau chapitre établit des normes sur la façon de comptabiliser et de présenter un passif au titre des sites contaminés. Un passif au titre des sites contaminés doit être comptabilisé lorsque tous les critères de comptabilisation décrits dans la norme sont respectés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

		2015	2014
4. Encaisse et placements affectés			
Montants affectés compris dans les actifs financiers suivants :			
Encaisse	1		
Placements temporaires	2		
Placements de portefeuille	3		
Note			
5. Débiteurs			
Taxes municipales	4	791 396	747 392
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	5		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	6	4 496 944	4 623 127
Gouvernement du Canada et ses entreprises	7	789 738	215 130
Organismes municipaux	8	16 231	232 982
Autres			
-	9	31 449	9 934
-	10		20 801
	11	6 125 758	5 849 366
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	12	3 573 342	3 405 338
Organismes municipaux	13		
Autres tiers	14		
	15	3 573 342	3 405 338
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	16		
Note			
6. Prêts			
Prêts à un office d'habitation	17		
Prêts à un fonds d'investissement	18		
Autres			
-	19		
-	20		
	21		
Note			
7. Placements de portefeuille			
Placements à titre d'investissement	22		
Autres placements	23		
	24		
Note			

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

		2015	2014
8. Avantages sociaux futurs			
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) des régimes à prestations déterminées capitalisés	25	342 800	335 600
Passif des régimes à prestations déterminées non capitalisés	26	( )	( )
	27	342 800	335 600
Charge de l'exercice			
Régimes à prestations déterminées capitalisés	28	177 300	167 100
Régimes à prestations déterminées non capitalisés	29		
Régimes à cotisations déterminées	30		
Autres régimes (REER et autres)	31		
Régimes de retraite des élus municipaux	32	12 489	12 341
	33	189 789	179 441

Se référer à la section «Autres renseignements complémentaires» pour plus de détails.

Note

9. Autres actifs financiers			
Propriétés destinées à la revente (note 16)	34		
Autres	35		
	36		

Note

10. Emprunts temporaires

11. Créditeurs et charges à payer			
Fournisseurs	37	644 263	929 974
Salaires et avantages sociaux	38	631 496	566 379
Dépôts et retenues de garantie	39	313 737	341 500
Provision pour contestations d'évaluation	40		
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	41		
Frais d'assainissement des sites contaminés	42		
Autres			
- Intérêts courus - dette LT	43	216 475	220 253
-	44		
- Régime de retraite	45		264 307
- Courus	46	636 656	458 643
-	47		
	48	2 442 627	2 781 056

Note

12. Revenus reportés			
Taxes perçues d'avance	49		
Transferts	50		
Autres			
- Revenus	51	38 898	29 458
-	52		2 269
	53	38 898	31 727

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

13. Dette à long terme

	Taux d'intérêt de	Taux d'intérêt à	Échéance de	Échéance à		2015	2014
Obligations et billets en monnaie canadienne	2,31	3,31	2016	2020	54	19 210 300	18 189 800
Obligations et billets en monnaies étrangères					55		
Gains (pertes) de change reportés					56		
					57		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					58		
Organismes municipaux					59		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					60		
Autres					61		
					62	19 210 300	18 189 800
Frais reportés liés à la dette à long terme					63	( )	( )
					64	19 210 300	18 189 800

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	Obligations et billets – Avec fonds d'amortissement		Obligations et billets – Sans fonds d'amortissement		Autres dettes à long terme – Location-acquisition		Autres dettes à long terme – Autres		Total 2015
2016	65	73	1 519 000	81	90		98		1 519 000
2017	66	74	1 567 500	82	91		99		1 567 500
2018	67	75	1 407 300	83	92		100		1 407 300
2019	68	76	1 380 700	84	93		101		1 380 700
2020	69	77	1 424 500	85	94		102		1 424 500
2021 et +	70	78	11 911 300	86	95		103		11 911 300
	71	79	19 210 300	87	96		104		19 210 300
Intérêts et frais accessoires				88		( )	105	( )	
	72	80	19 210 300	89	97		106		19 210 300

Note

14. Actifs financiers nets (dette nette)

		2015	2014
Revenant à (à la charge de)			
L'organisme municipal	107	(13 472 146)	(14 300 764)
Tiers			
Gouvernement du Québec - revenus futurs découlant d'ententes	108		
Autres	109		
	110	(13 472 146)	(14 300 764)

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

15. Immobilisations

		Solde au début		Addition		Cession / Ajustement		Solde à la fin
COÛT								
Infrastructures								
Eau potable	111	6 732 553	139	117 111	166		193	6 849 664
Eaux usées	112	9 263 462	140	207 954	167		194	9 471 416
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	113	14 696 295	141	621 885	168		195	15 318 180
Autres	114	3 283 568	142	855 874	169		196	4 139 442
Réseau d'électricité	115		143		170		197	
Bâtiments	116	4 424 065	144	63 879	171		198	4 487 944
Améliorations locatives	117		145		172		199	
Véhicules	118	3 153 769	146	145 269	173		200	3 299 038
Ameublement et équipement de bureau	119	129 285	147	111 422	174		201	240 707
Machinerie, outillage et équipement divers	120	538 418	148	29 724	175		202	568 142
Terrains	121	387 371	149		176		203	387 371
Autres	122	403 158	150		177		204	403 158
	123	43 011 944	151	2 153 118	178		205	45 165 062
Immobilisations en cours	124		152		179		206	
	125	43 011 944	153	2 153 118	180		207	45 165 062
AMORTISSEMENT CUMULÉ								
Infrastructures								
Eau potable	126	1 654 268	154	291 424	181		208	1 945 692
Eaux usées	127	2 779 513	155	345 713	182		209	3 125 226
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	128	4 426 111	156	559 531	183		210	4 985 642
Autres	129	1 026 271	157	169 263	184		211	1 195 534
Réseau d'électricité	130		158		185		212	
Bâtiments	131	2 432 661	159	153 390	186		213	2 586 051
Améliorations locatives	132		160		187		214	
Véhicules	133	2 081 171	161	118 034	188		215	2 199 205
Ameublement et équipement de bureau	134	94 367	162	29 828	189		216	124 195
Machinerie, outillage et équipement divers	135	439 074	163	17 606	190		217	456 680
Autres	136	365 785	164	9 482	191		218	375 267
	137	15 299 221	165	1 694 271	192		219	16 993 492
VALEUR COMPTABLE NETTE	138	27 712 723					220	28 171 570
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations								
Coût	221		224		226		228	
Amortissement cumulé	222	( )	225	( )	227	( )	229	( )
Valeur comptable nette	223						230	

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

		2015	2014
16. Propriétés destinées à la revente			
Immeubles de la réserve foncière	231		
Immeubles industriels municipaux	232		
Autres	233		
	234		
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	235		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste «Propriétés destinées à la revente»	236		
Note			
17. Autres actifs non financiers			
Frais payés d'avance	237	112 560	85 552
Frais reportés			
-	238	150 777	119 100
-	239		
	240	263 337	204 652
Note			

18. Obligations contractuelles

n/a

19. Éventualités

a) Cautionnement et garantie

n/a

b) Auto-assurance

n/a

c) Poursuites

n/a

d) Autres

n/a

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

20. Redressement aux exercices antérieurs

Un montant de 277 460 $ a été redressé concernant une surévaluation du passif du régime de retraite.

21. Données budgétaires

L'état des résultats et l'état de la variation de la dette nette comportent une comparaison avec le budget adopté par l'organisme municipal.

22. Instruments financiers

23. Trésorerie et équivalents de trésorerie

		2015	2014
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :			
Encaisse	241	1 751 121	516 853
Découvert bancaire	242	( )	( )
Placements temporaires	243		
Ajouter			
-	244		
-	245		
-	246		
-	247		
Déduire			
-	248	( )	( )
-	249	( )	( )
-	250	( )	( )
-	251	( )	( )
-	252	( )	( )
-	253	( )	( )
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	254	1 751 121	516 853

Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	255	

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

24. Fonds local d'investissement

		2015	2014
RÉSULTATS			
Revenus			
Revenus sur les placements de portefeuille	256		
Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement	257		
Autres revenus	258		
	259		
Charges			
Créances douteuses			
Radiation de prêts et de placements de portefeuille	260		
Variation de la provision pour moins-value	261		
	262		
Autres charges	263		
	264		
Excédent (déficit) de l'exercice	265		
SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE			
Actifs			
Encaisse	266		
Placements de portefeuille	267		
Débiteurs	268		
Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	269		
Provision pour moins-value	270	( )	( )
	271		
	272		
Passifs			
Créditeurs et charges à payer	273		
Revenus reportés	274		
Dette à long terme	275		
	276		
Solde du Fonds local d'investissement	277		
VENTILATION DE L'ENCAISSE ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE			
Libres	278		
Supportant les engagements de prêts	279		
Supportant les garanties de prêts	280		
	281		

Note sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement, y compris leur radiation s'il y a lieu

Note sur la dette à long terme

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

Note sur les éventualités relatives aux garanties de prêts

Note sur les autres revenus et les autres charges

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

25. Fonds local de solidarité

		2015	2014
RÉSULTATS			
Revenus			
Revenus sur les placements de portefeuille	282		
Revenus sur les prêts aux entreprises	283		
Autres revenus	284		
	285		
Charges			
Créances douteuses			
Radiation de prêts	286		
Variation de la provision pour moins-value	287		
	288		
Intérêts sur la dette à long terme	289		
Autres charges	290		
	291		
Excédent (déficit) de l'exercice	292		
SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE			
Actifs			
Encaisse	293		
Placements de portefeuille	294		
Débiteurs	295		
Prêts aux entreprises	296		
Provision pour moins-value	297	( )	( )
	298		
	299		
Passifs			
Créditeurs et charges à payer	300		
Revenus reportés	301		
Dette à long terme	302		
	303		
Solde du Fonds local de solidarité			
Excédent affecté aux prêts aux entreprises	304		
Excédent (déficit) non affecté	305		
	306		
VENTILATION DE L'ENCAISSE ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE			
Libres	307		
Supportant les engagements de prêts	308		
	309		

Note sur les prêts aux entreprises, y compris leur radiation s'il y a lieu

Note sur la dette à long terme

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

Note sur les autres revenus et les autres charges

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2015

		2015	2014
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	2 256 929	2 037 144
Excédent de fonctionnement affecté	2	53 228	52 513
Réserves financières et fonds réservés	3	275 536	711 281
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4	( )	( )
Financement des investissements en cours	5	(157 544)	(2 112 588)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	12 534 612	12 928 261
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8	14 962 761	13 616 611
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Administration municipale	9	2 256 929	2 037 144
Organismes contrôlés	10		
	11	2 256 929	2 037 144
Excédent de fonctionnement affecté			
Excédent de fonctionnement affecté - Administration municipale			
- Entretien de parcs	12	555	555
- Fontaine d'eau parcs	13	308	308
-	14		
- Westminster curb intersections	15	9 852	9 852
- Greffe	16	33 448	40 308
- Arbres - TreeAzin	17	6 431	1 490
- Canada Post	18	2 634	
-	19		
-	20		
	21	53 228	52 513
Excédent de fonctionnement affecté - Organismes contrôlés			
-	22		
-	23		
-	24		
	25		
	26	53 228	52 513
Réserves financières et fonds réservés			
Réserves financières			
-	27		
-	28		
-	29		
-	30		
-	31		
	32		
Fonds réservés			
Fonds de roulement	33	157 164	215 673
Fonds parcs et terrains de jeux	34	9 727	9 727
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	35		
Société québécoise d'assainissement des eaux	36		
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés	37	81 276	468 512
Financement des activités de fonctionnement	38		
Fonds local d'investissement	39		
Fonds local de solidarité	40		
Autres			
- Stationnement	41	27 369	17 369
-	42		
-	43		
-	44		
	45	275 536	711 281
	46	275 536	711 281

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2015

		2015	2014
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir			
Modifications comptables du 1er janvier 2000			
Salaires et avantages sociaux	47	( )	( )
Intérêts sur la dette à long terme	48	( )	( )
Avantages sociaux futurs			
Déficit initial au 1er janvier 2007			
Régimes capitalisés	49	( )	( )
Régimes non capitalisés	50	( )	( )
Avantages postérieurs au 1er janvier 2007			
Régimes capitalisés			
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	51	( )	( )
Autres	52	( )	( )
Régimes non capitalisés	53	( )	( )
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	54	( )	( )
Frais d'assainissement des sites contaminés	55	( )	( )
Mesures transitoires relatives à la TVQ			
Utilisation du fonds général	56	( )	( )
Utilisation du fonds de roulement	57	( )	( )
Appariement fiscal pour revenus de transfert	58	( )	( )
Autres			
-	59	( )	( )
-	60	( )	( )
	61	( )	( )
Financement à long terme des activités de fonctionnement			
Mesure transitoire relative à la TVQ	62	( )	( )
Autre financement	63	( )	( )
	64	( )	( )
Financement des investissements en cours			
Financement non utilisé	65		
Investissements à financer	66	(157 544)	(2 112 588)
	67	(157 544)	(2 112 588)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs			
Éléments d'actif			
Immobilisations	68	28 171 570	27 712 723
Propriétés destinées à la revente	69		
Prêts	70		
Placements à titre d'investissement	71		
Participations dans des entreprises municipales	72		
	73	28 171 570	27 712 723
Éléments de passif correspondant			
Dette à long terme	74	19 210 300	18 189 800
Frais reportés liés à la dette à long terme	75		
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	76	(3 573 342)	(3 405 338)
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	77	( )	( )
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	78	( )	( )
	79	15 636 958	14 784 462
Dette en cours de refinancement et autres éléments	80		
	81	15 636 958	14 784 462
	82	12 534 612	12 928 261

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

A) RÉGIMES CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

		Régimes de retraite enregistrés		Régimes supplémentaires de retraite		Régimes d'avantages complémentaires de retraite
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	1		2		3	

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

		2015	2014
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) au début de l'exercice	4	335 600	356 200
Charge de l'exercice	5	(177 300)	(167 100)
Cotisations versées par l'employeur	6	184 500	146 500
Actif (passif) à la fin de l'exercice	7	342 800	335 600
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation			
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	8	5 155 200	4 688 300
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	9	(5 172 300)	(4 898 500)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	10	(17 100)	(210 200)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	11	359 900	545 800
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	12	342 800	335 600
Provision pour moins-value	13	( )	( )
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	14	342 800	335 600
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs			
Nombre de régimes en cause	15	1	1
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	16	5 155 200	4 688 300
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	17	(5 172 300)	(4 898 500)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	18	(17 100)	(210 200)
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	19	259 900	250 300
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	20		(57 700)
	21	259 900	192 600
Cotisations salariales des employés	22	(119 300)	(112 300)
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	23	(4 500)	(4 800)
	24	136 100	75 500
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	25	29 000	25 800
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	26		57 700
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	27		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	28		
Variation de la provision pour moins-value	29		
Autres			
-	30		
-	31		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	32	165 100	159 000
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	33	301 600	273 200
Rendement espéré des actifs	34	(289 400)	(265 100)
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	35	12 200	8 100
Charge de l'exercice	36	177 300	167 100

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

		2015	2014
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	37	390 900	253 900
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	38	(289 400)	(265 100)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	39	101 500	(11 200)
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	40	55 400	(52 500)
Prestations versées au cours de l'exercice	41	232 300	214 600
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 8)	42	5 273 900	4 928 400
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	43		
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 9			
À titre de réserve pour abolition d'indexation excédentaire	44	33 700	
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	45	6 600	
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	46	22	20
Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	47	6,00 %	6,00 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	48	6,00 %	6,00 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	49	2,80 %	2,80 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	50	2,30 %	2,30 %
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	51	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	52	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	53		
Autres hypothèses économiques			
-	54		5 900
-	55		

B) RÉGIMES NON CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

		Régimes supplémentaires de retraite		Régimes d'avantages complémentaires de retraite		Autres avantages sociaux futurs
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	56		57		58	

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

		2015	2014
Conciliation du passif au titre des avantages sociaux futurs			
Passif au début de l'exercice	59	( )	( )
Charge de l'exercice	60	( )	( )
Prestations ou primes versées par l'employeur	61		
Passif à la fin de l'exercice	62	( )	( )
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation			
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	63	( )	( )
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	64		
Passif au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65	( )	( )

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

		2015	2014
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	66		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	67		
	68		
Prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	69	( )	( )
	70		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	71		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime	72		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	73		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	74		
Autres			
-	75		
-	76		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	77		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	78		
Charge de l'exercice	79		
Informations complémentaires			
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	80		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	81		
Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	82	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	83	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	84	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	85	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	86	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	87		
Autres hypothèses économiques			
-	88		
-	89		

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 90

Description des régimes et autres renseignements

		2015	2014
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur	91		

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

D) AUTRES RÉGIMES (REER individuel, REER collectif et autres)

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 92 _____

Description des régimes et autres renseignements

		2015	2014
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur	93		

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

Participation au Régime de retraite des élus municipaux (RREM)

94 [X] Oui
95 [ ] Non

		2015	2014
Nombre d'élus participants actifs à la fin de l'exercice	96	5	5

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

		2015	2014
Cotisations des élus au RREM	97	3 706	
Charge de l'exercice			
Contributions de l'employeur au RREM	98	12 489	12 341
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	99		
	100	12 489	12 341

Note

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2015

Administration municipale		
Dette à long terme	1	19 210 300
Ajouter		
Activités d'investissement à financer	2	157 544
Activités de fonctionnement à financer	3	
Dette en cours de refinancement	4	
Autres		
-	5	
-	6	
Déduire		
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé	7	
Débiteurs	8	3 573 342
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	9	
Autres montants	10	
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	11	
Autres		
- Solde disponible	12	81 276
-	13	
Endettement net à long terme de l'administration municipale	14	15 713 226
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés	15	
Endettement net à long terme	16	15 713 226
Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes		
Municipalité régionale de comté	17	
Communauté métropolitaine	18	
Autres organismes	19	
Endettement total net à long terme	20	15 713 226
Quote-part dans la dette à long terme de l'agglomération (pour les municipalités reconstituées liées à une agglomération fonctionnant par quotes-parts)	21	5 277 000
Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	22	20 990 226
Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	23	
Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 22 ci-dessus)	24	

RENSEIGNEMENTS NON AUDITÉS

ANALYSE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité

TAXES		Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	12 544 208	12 515 105	12 368 222
Taxes spéciales				
Service de la dette	2			
Activités de fonctionnement	3			
Activités d'investissement	4			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	5			
Activités de fonctionnement	6			
Activités d'investissement	7			
Autres	8			
	9	12 544 208	12 515 105	12 368 222
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	10			428 545
Égout	11			
Traitement des eaux usées	12			
Matières résiduelles	13			
Autres				
-	14	98 931	98 905	101 845
-	15	442 000	411 351	
-	16			
Centres d'urgence 9-1-1	17			
Service de la dette	18			
Activités de fonctionnement	19			
Activités d'investissement	20			
	21	540 931	510 256	530 390
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	22			
Autres	23			
	24			
	25	540 931	510 256	530 390
	26	13 085 139	13 025 361	12 898 612

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES		Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
GOUVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement				
Taxes sur la valeur foncière	27	428	861	842
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	28			
Taxes d'affaires	29			
Compensations pour les terres publiques	30	428		
	31	856	861	842
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	32	7 155	7 155	8 549
Cégeps et universités	33			
Écoles primaires et secondaires	34	205 082	203 624	230 226
	35	212 237	210 779	238 775
Autres immeubles				
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux				
Taxes sur la valeur foncière	36			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	37			
Taxes d'affaires	38			
	39			
	40	213 093	211 640	239 617
GOUVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	41			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	42			
Taxes d'affaires	43			
	44			
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	45			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	46			
	47			
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	48			
Autres	49			
	50			
	51	213 093	211 640	239 617

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité

TRANSFERTS		Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	52		5 829	
Sécurité publique				
Police	53			
Sécurité incendie	54			
Sécurité civile	55			
Autres	56			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	57	100 683	72 865	66 449
Enlèvement de la neige	58			
Autres	59			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	60			
Transport adapté	61			
Transport scolaire	62			
Autres	63			
Transport aérien	64			
Transport par eau	65			
Autres	66			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	67	14 421	14 421	15 022
Réseau de distribution de l'eau potable	68			
Traitement des eaux usées	69			
Réseaux d'égout	70	9 077	9 077	10 238
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	71			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	72	45 000	99 209	93 280
Tri et conditionnement	73			
Autres	74			
Autres	75			
Cours d'eau	76			
Protection de l'environnement	77			
Autres	78			
Santé et bien-être				
Logement social	79			
Sécurité du revenu	80			
Autres	81			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	82			
Rénovation urbaine	83			
Promotion et développement économique	84			
Autres	85			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	86			
Activités culturelles				
Bibliothèques	87			
Autres	88			
Réseau d'électricité	89			
	90	169 181	201 401	184 989

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité

TRANSFERTS (suite)		Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT				
Administration générale	91			223 699
Sécurité publique				
Police	92			
Sécurité incendie	93			
Sécurité civile	94			
Autres	95			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	96		697 534	509 410
Enlèvement de la neige	97			
Autres	98			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	99			
Transport adapté	100			
Transport scolaire	101			
Autres	102			
Transport aérien	103			
Transport par eau	104			
Autres	105			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	106			
Réseau de distribution de l'eau potable	107			
Traitement des eaux usées	108			
Réseaux d'égout	109			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	110			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	111			
Tri et conditionnement	112			
Autres	113			
Autres	114			
Cours d'eau	115			
Protection de l'environnement	116			
Autres	117			
Santé et bien-être				
Logement social	118			
Sécurité du revenu	119			
Autres	120			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	121			
Rénovation urbaine	122			
Promotion et développement économique	123			
Autres	124			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	125			
Activités culturelles				
Bibliothèques	126			
Autres	127		319 000	
Réseau d'électricité	128			
	129		1 016 534	733 109

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité

TRANSFERTS (suite)		Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal	130			
Péréquation	131			
Réorganisation municipale	132			
Neutralité	133			
Diversification des revenus	134			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	135			
Programme d'aide financière aux MRC	136			
Autres	137			
	138			
TOTAL DES TRANSFERTS	139	169 181	1 217 935	918 098

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité

SERVICES RENDUS		Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX				
Administration générale				
Application de la loi	140			
Évaluation	141			
Autres	142			
	143			
Sécurité publique				
Police	144			
Sécurité incendie	145	30 000	47 155	24 518
Sécurité civile	146			
Autres	147			
	148	30 000	47 155	24 518
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	149			
Enlèvement de la neige	150			
Autres	151			
Transport collectif	152			
Autres	153			
	154			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	155			
Réseau de distribution de l'eau potable	156			
Traitement des eaux usées	157			
Réseaux d'égout	158			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	159			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	160			
Tri et conditionnement	161			
Autres	162			
Autres	163			
Cours d'eau	164			
Protection de l'environnement	165			
Autres	166			
	167			
Santé et bien-être				
Logement social	168			
Autres	169			
	170			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	171			
Rénovation urbaine	172			
Promotion et développement économique	173			
Autres	174			
	175			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	176			
Activités culturelles				
Bibliothèques	177			
Autres	178			
	179			
Réseau d'électricité	180			
	181	30 000	47 155	24 518

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)		Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale	182	4 000	23 944	72 560
Sécurité publique	183			
Transport				
Réseau routier	184			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	185			
Transport adapté	186			
Transport scolaire	187			
Autres	188			
Autres	189			
Hygiène du milieu	190			
Santé et bien-être	191			
Aménagement, urbanisme et développement	192			
Loisirs et culture	193	587 000	704 369	672 816
Réseau d'électricité	194			
	195	591 000	728 313	745 376
TOTAL DES SERVICES RENDUS	196	621 000	775 468	769 894
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	197	73 000	127 599	134 972
Droits de mutation immobilière	198	350 000	489 352	368 200
Droits sur les carrières et sablières	199			
Autres	200			
	201	423 000	616 951	503 172
AMENDES ET PÉNALITÉS	202	110 000	172 161	167 199
INTÉRÊTS	203	104 000	144 157	135 528
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	204			
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	205			
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	206			
Contributions des promoteurs	207			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun	208			
Contributions des organismes municipaux	209			
Autres contributions	210			
Autres	211	11 745		
	212	11 745		

S28-1

ANALYSE DES CHARGES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité

		Budget 2015	Réalisations 2015			Réalisations 2014
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
ADMINISTRATION GÉNÉRALE						
Conseil	1	146 242	192 553	1 355	193 908	188 827
Application de la loi	2					
Gestion financière et administrative	3	1 153 562	1 279 760	63 834	1 343 594	1 254 036
Greffe	4	19 000	19 000	4 501	23 501	19 343
Évaluation	5	47 143	47 143		47 143	42 044
Gestion du personnel	6					
Autres	7	1 036 950	933 533	787	934 320	986 541
	8	2 402 897	2 471 989	70 477	2 542 466	2 490 791
SÉCURITÉ PUBLIQUE						
Police	9	1 575 402	1 575 402	395	1 575 797	1 563 732
Sécurité incendie	10	892 383	916 334	9 435	925 769	886 020
Sécurité civile	11	4 144	4 144	5 967	10 111	9 909
Autres	12	395 608	374 277		374 277	396 338
	13	2 867 537	2 870 157	15 797	2 885 954	2 855 999
TRANSPORT						
Réseau routier						
Voirie municipale	14	1 776 940	1 917 194	840 069	2 757 263	2 499 726
Enlèvement de la neige	15	710 031	506 368	16 231	522 599	576 606
Éclairage des rues	16	207 656	167 837	2 207	170 044	170 227
Circulation et stationnement	17	11 893	16 306		16 306	14 601
Transport collectif						
Transport en commun	18	1 208 101	1 208 101		1 208 101	1 107 327
Transport aérien	19					
Transport par eau	20					
Autres	21	26 939	26 939		26 939	21 782
	22	3 941 560	3 842 745	858 507	4 701 252	4 390 269

S28-2

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité

		Budget 2015	Réalisations 2015			Réalisations 2014
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
HYGIÈNE DU MILIEU						
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23					
Réseau de distribution de l'eau potable	24	348 918	271 874	293 599	565 473	602 482
Traitement des eaux usées	25					
Réseaux d'égout	26	47 573	26 454	345 714	372 168	379 587
Matières résiduelles						
Déchets domestiques et assimilés						
Collecte et transport	27	362 671	343 018		343 018	345 354
Élimination	28					
Matières recyclables						
Collecte sélective						
Collecte et transport	29	72 311	74 159		74 159	71 299
Tri et conditionnement	30					
Matières organiques						
Collecte et transport	31	57 088	81 078		81 078	80 608
Traitement	32					
Matériaux secs	33					
Autres	34					
Plan de gestion	35					
Autres	36					
Cours d'eau	37					
Protection de l'environnement	38					
Autres	39	37 726	11 915		11 915	12 157
	40	926 287	808 498	639 313	1 447 811	1 491 487
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE						
Logement social	41	4 662	4 662		4 662	4 559
Sécurité du revenu	42					
Autres	43	6 735	6 735		6 735	3 546
	44	11 397	11 397		11 397	8 105
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT						
Aménagement, urbanisme et zonage	45	130 255	123 724		123 724	99 141
Rénovation urbaine						
Biens patrimoniaux	46	12 951	12 951		12 951	13 677
Autres biens	47					
Promotion et développement économique						
Industries et commerces	48					
Tourisme	49					
Autres	50	51 805	51 805		51 805	47 110
Autres	51	80 150	99 830		99 830	99 441
	52	275 161	288 310		288 310	259 369

21-2

S28-3

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité

		Budget 2015	Réalisations 2015			Réalisations 2014
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
LOISIRS ET CULTURE						
Activités récréatives						
Centres communautaires	53			19 206	19 206	19 402
Patinoires intérieures et extérieures	54	543 428	607 580	17 304	624 884	654 086
Piscines, plages et ports de plaisance	55	189 982	187 329	4 519	191 848	206 984
Parcs et terrains de jeux	56	550 381	605 754	48 928	654 682	654 475
Parcs régionaux	57					
Expositions et foires	58					
Autres	59	90 589	91 242		91 242	86 750
	60	1 374 380	1 491 905	89 957	1 581 862	1 621 697
Activités culturelles						
Centres communautaires	61	746 405	735 062		735 062	638 501
Bibliothèques	62	18 465	16 274	20 220	36 494	36 751
Patrimoine						
Musées et centres d'exposition	63	3 806	3 768		3 768	7 723
Autres ressources du patrimoine	64					
Autres	65	313 748	316 747		316 747	304 070
	66	1 082 424	1 071 851	20 220	1 092 071	987 045
	67	2 456 804	2 563 756	110 177	2 673 933	2 608 742
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ	68					
FRAIS DE FINANCEMENT						
Dette à long terme						
Intérêts	69	653 077	518 644		518 644	565 160
Autres frais	70					
Autres frais de financement						
Avantages sociaux futurs	71					
Autres	72	23 200	25 216		25 216	19 974
	73	676 277	543 860		543 860	585 134
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS	74		1 694 271	(1 694 271)		

Section II - Autres renseignements financiers

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
Section II - Autres renseignements financiers	
Taux global de taxation réel audité	
Rapport de l'auditeur indépendant ou du vérificateur général sur le taux global de taxation réel	24
Taux global de taxation réel	25
Autres renseignements non audités	
Acquisition d'immobilisations par catégories	29
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations	29
Analyse de la dette à long terme	30
Analyse de la charge de quotes-parts	31
Analyse de la rémunération	32
Analyse des revenus de transfert par sources	32
Analyse du coût des services municipaux	33
Acquisition d'immobilisations par objets	34
Analyse de l'excédent (déficit) accumulé	35
Fonds de roulement - Capital autorisé	36
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés	37
Excédent (déficit) de fonctionnement du réseau d'électricité à des fins fiscales	38
Taux des taxes	39
Questionnaire	41
Autres renseignements sur l'organisme municipal	42
Certificat sur la richesse foncière aux fins de la péréquation de 2017	43
Attestation de transmission et de consentement à la diffusion	44

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL

Aux membres du conseil,

J'ai effectué l'audit du taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2015 de la ville de Montréal-Ouest (ci-après «la municipalité»). Ce taux a été établi par la direction de la municipalité sur la base des dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (L.R.Q., chapitre F-2.1) (ci-après «les exigences légales»).

Responsabilité de la direction pour le taux global de taxation réel

La direction est responsable de l'établissement du taux global de taxation réel conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre l'établissement du taux global de taxation réel exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur le taux global de taxation réel, sur la base de mon audit. J'ai effectué mon audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que je me conforme aux règles de déontologie et que je planifie et réalise l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que le taux global de taxation réel ne comporte pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant l'établissement du taux global de taxation réel. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que le taux global de taxation réel comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur l'établissement du taux global de taxation réel, afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble du taux global de taxation réel.

J'estime que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion d'audit.

Opinion

À mon avis, le taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2015 de la municipalité a été établi, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux exigences légales.

Observations

Sans pour autant modifier mon opinion, j'attire l'attention sur le fait que le taux global de taxation réel a été préparé afin de permettre à la municipalité de se conformer à l'article 105 de la Loi sur les cités et villes (L.R.Q., chapitre C-19). En conséquence, il est possible que le taux global de taxation réel ne puisse se prêter à un usage autre.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL

[Original signé par]

NOM DU CABINET Daniel Tétreault, CPA auditeur CA

NOM DE L'AUDITEUR EXTERNE _____

NOM DE L'AUDITEUR EXTERNE Daniel Tétreault, CPA auditeur CA

Amos, Québec

DATE 2016-03-15

TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

CONCILIATION DES REVENUS DE TAXES

Revenus de taxes avant ajouts et déductions			1	13 025 361
Ajouter				
Majoration en vertu de l'article 253.51 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) ci-après citée LFM			2	
Déduire				
Crédits en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1) ou d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité, de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8) et des articles 92 et 92.1 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)	3			
Dégrèvement en vertu de l'article 244.59 LFM	4			
Dégrèvement en vertu de l'article 253.36 LFM	5			
Crédit de taxe d'affaires en vertu de l'article 237 LFM	6			
Autres crédits de taxes, sauf l'escompte pour paiement avant l'échéance	7			
Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluations foncière et locative				
Montant relatif aux taxes foncières	8			
Montant relatif à la taxe d'affaires sur la valeur locative	9		10	
Revenus de taxes			11	13 025 361

TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

REVENUS ADMISSIBLES

Revenus de taxes			1	13 025 361
Ajouter				
Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluation foncière			2	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales			3	
Total partiel			4	13 025 361
Déduire				
Taxes exclues en vertu de la réglementation (articles 261.5.3 à 261.5.8 LFM)				
Taxes d'affaires	5			
Taxes foncières imposées en vertu du 1er alinéa de l'article 208 LFM	6			
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	799 929		
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8			
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9		10	799 929
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel			11	12 225 432

TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES

Évaluation des immeubles imposables effective[1] au 1er janvier 2015 [2]	1	953 021 000
Évaluation des immeubles imposables effective[1] au 31 décembre 2015 [2]	2	952 052 800
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel (ligne 1 + ligne 2) ÷ 2	3	952 536 900

CALCUL DU TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL[3]

Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	4	12 225 432
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel	5	952 536 900
Taux global de taxation réel de 2015	6	1 , 2835 / 100 $

ÉVALUATION NON AJUSTÉE DES IMMEUBLES IMPOSABLES[1]
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Évaluation des immeubles imposables effective au 1er janvier 2015 [2]	7	
Évaluation des immeubles imposables effective au 31 décembre 2015 [2]	8	
Évaluation non ajustée des immeubles imposables (ligne 7 + ligne 8) ÷ 2	9	

1. Compte tenu de l'ajustement pour l'étalement en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM, pour les municipalités qui s'en prévalent.
2. L'évaluation tient compte de toutes modifications qui ont un effet au 1er janvier ou au 31 décembre, selon le cas.
3. Articles 261.5.12 à 261.5.14 LFM.

AUTRES RENSEIGNEMENTS NON AUDITÉS

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité

		Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
IMMOBILISATIONS				
Infrastructures				
Conduites d'eau potable	1		117 111	402 671
Usines de traitement de l'eau potable	2			
Usines et bassins d'épuration	3			
Conduites d'égout	4		207 954	564 274
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5			
Chemins, rues, routes et trottoirs	6		621 885	694 387
Ponts, tunnels et viaducs	7			
Systèmes d'éclairage des rues	8			
Aires de stationnement	9			
Parcs et terrains de jeux	10			
Autres infrastructures	11		855 874	678 327
Réseau d'électricité	12			
Bâtiments				
Édifices administratifs	13		63 879	472 212
Édifices communautaires et récréatifs	14			56 733
Améliorations locatives	15			
Véhicules				
Véhicules de transport en commun	16			
Autres	17		145 269	294 649
Ameublement et équipement de bureau	18		111 422	21 932
Machinerie, outillage et équipement divers	19	20 000	29 724	22 173
Terrains	20			
Autres	21			6 845
	22	20 000	2 153 118	3 214 203

ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Infrastructures autres que pour nouveau développement			
Conduites d'eau potable	23	117 111	402 671
Usines de traitement de l'eau potable	24		
Usines et bassins d'épuration	25		
Conduites d'égout	26	207 954	564 274
Autres infrastructures	27	1 477 759	1 372 714
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)			
Conduites d'eau potable	28		
Usines de traitement de l'eau potable	29		
Usines et bassins d'épuration	30		
Conduites d'égout	31		
Autres infrastructures	32		
Autres immobilisations	33	350 294	874 544
	34	2 153 118	3 214 203

ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité		Solde au 1er janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
Dette à long terme					
Obligations et billets en monnaie canadienne	1	18 189 800	2 528 000	1 507 500	19 210 300
Obligations et billets en monnaies étrangères	2				
Autres dettes à long terme					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	3				
Organismes municipaux	4				
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	5				
Autres	6				
	7	18 189 800	2 528 000	1 507 500	19 210 300
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	8				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	9				
Réserves financières et fonds réservés	10				
Fonds d'amortissement	11				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	12				
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	13	14 784 462	2 018 590	1 166 094	15 636 958
De la municipalité (Société de transport en commun)	14				
	15	14 784 462	2 018 590	1 166 094	15 636 958
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	16	3 405 338	509 410	341 406	3 573 342
Organismes municipaux	17				
Autres tiers	18				
	19	3 405 338	509 410	341 406	3 573 342
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	20				
	21	3 405 338	509 410	341 406	3 573 342
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	22				
Prêts	23				
Autres	24				
	25	3 405 338	509 410	341 406	3 573 342
	26	18 189 800	2 528 000	1 507 500	19 210 300
Dette en cours de refinancement	27	( )		( )	
Reclassement / Redressement	28				
	29	18 189 800	2 528 000	1 507 500	19 210 300

Note

ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité

		Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
Administration générale				
Application de la loi	1			
Évaluation	2	47 143	47 143	42 044
Autres	3	933 533	933 533	985 754
Sécurité publique				
Police	4	1 575 402	1 575 402	1 563 732
Sécurité incendie	5	874 993	874 993	854 556
Sécurité civile	6	4 145	4 145	3 546
Autres	7	22 794	22 794	21 782
Transport				
Réseau routier	8	4 144	4 144	3 546
Transport collectif	9	1 208 102	1 208 102	1 107 327
Autres	10	26 939	26 939	21 782
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11			
Matières résiduelles	12	163 187	163 187	160 071
Cours d'eau	13			
Protection de l'environnement	14			
Autres	15	11 915	11 915	12 157
Santé et bien-être				
Logement social	16	4 662	4 662	4 559
Autres	17	6 735	6 735	3 546
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18	10 879	10 879	13 677
Rénovation urbaine	19	12 951	12 951	13 677
Promotion et développement économique	20	51 805	51 805	47 110
Autres	21	1 036	1 036	506
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22	59 576	59 576	57 747
Activités culturelles	23	160 597	160 597	148 420
Réseau d'électricité	24			
	25	5 180 538	5 180 538	5 065 539

ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité

Administration municipale		Effectifs personnes/ année[2]	Semaine normale (heures)	Rémunération	Charges sociales	Total[1]
Cadres et contremaîtres	1	10,13	35,00	844 957	180 384	1 025 341
Professionnels	2					
Cols blancs	3	25,95	35,00	918 579	196 101	1 114 680
Cols bleus	4	26,90	36,00	1 706 009	364 202	2 070 211
Policiers	5					
Pompiers	6					
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7					
	8	62,98		3 469 545	740 687	4 210 232
Élus	9	5,00		87 774	25 182	112 956
	10	67,98		3 557 319	765 869	4 323 188

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.
2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	11					
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12	14 421				14 421
Réseau de distribution de l'eau potable	13					
Traitement des eaux usées	14					
Réseaux d'égout	15	9 077				9 077
Autres	16	177 903	296 828	719 706		1 194 437
	17	201 401	296 828	719 706		1 217 935

S44-1

ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité		Charges avant amortissement		+ Amortissement des immobilisations		= Charges		- Services rendus		= Coût des services municipaux		Frais de financement
Administration générale												
Application de la loi	1		27		53		79		105		131	
Évaluation	2	47 143	28		54	47 143	80		106	47 143	132	
Autres	3	2 424 846	29	70 477	55	2 495 323	81	23 944	107	2 471 379	133	
	4	2 471 989	30	70 477	56	2 542 466	82	23 944	108	2 518 522	134	
Sécurité publique												
Police	5	1 575 402	31	395	57	1 575 797	83		109	1 575 797	135	
Sécurité incendie	6	916 334	32	9 435	58	925 769	84	47 155	110	878 614	136	
Sécurité civile	7	4 144	33	5 967	59	10 111	85		111	10 111	137	
Autres	8	374 277	34		60	374 277	86		112	374 277	138	
	9	2 870 157	35	15 797	61	2 885 954	87	47 155	113	2 838 799	139	
Transport												
Réseau routier												
Voirie municipale	10	1 917 194	36	840 069	62	2 757 263	88		114	2 757 263	140	169 681
Enlèvement de la neige	11	506 368	37	16 231	63	522 599	89		115	522 599	141	
Autres	12	184 143	38	2 207	64	186 350	90		116	186 350	142	
Transport collectif	13	1 208 101	39		65	1 208 101	91		117	1 208 101	143	
Autres	14	26 939	40		66	26 939	92		118	26 939	144	
	15	3 842 745	41	858 507	67	4 701 252	93		119	4 701 252	145	169 681
Hygiène du milieu												
Eau et égout												
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16		42		68		94		120		146	
Réseau de distribution de l'eau potable	17	271 874	43	293 599	69	565 473	95		121	565 473	147	172 494
Traitement des eaux usées	18		44		70		96		122		148	
Réseaux d'égout	19	26 454	45	345 714	71	372 168	97		123	372 168	149	171 369
Matières résiduelles												
Déchets domestiques et assimilés	20	343 018	46		72	343 018	98		124	343 018	150	
Matières recyclables	21	155 237	47		73	155 237	99		125	155 237	151	
Autres	22		48		74		100		126		152	
Cours d'eau	23		49		75		101		127		153	
Protection de l'environnement	24		50		76		102		128		154	
Autres	25	11 915	51		77	11 915	103		129	11 915	155	
	26	808 498	52	639 313	78	1 447 811	104		130	1 447 811	156	343 863

33-1

ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité		Charges avant amortissement		+ Amortissement des immo-bilisations		= Charges		- Services rendus		= Coût des services municipaux		Frais de financement
Santé et bien-être												
Logement social	157	4 662	172		187	4 662	202		217	4 662	232	
Sécurité du revenu	158		173		188		203		218		233	
Autres	159	6 735	174		189	6 735	204		219	6 735	234	
	160	11 397	175		190	11 397	205		220	11 397	235	
Aménagement, urbanisme et développement												
Aménagement, urbanisme et zonage	161	123 724	176		191	123 724	206		221	123 724	236	
Rénovation urbaine	162	12 951	177		192	12 951	207		222	12 951	237	
Promotion et développement économique	163	51 805	178		193	51 805	208		223	51 805	238	
Autres	164	99 830	179		194	99 830	209		224	99 830	239	
	165	288 310	180		195	288 310	210		225	288 310	240	
Loisirs et culture												
Activités récréatives	166	1 491 905	181	89 957	196	1 581 862	211	704 369	226	877 493	241	30 316
Activités culturelles												
Bibliothèques	167	16 274	182	20 220	197	36 494	212		227	36 494	242	
Autres	168	1 055 577	183		198	1 055 577	213		228	1 055 577	243	
	169	2 563 756	184	110 177	199	2 673 933	214	704 369	229	1 969 564	244	30 316
Réseau d'électricité	170		185		200		215		230		245	
	171	12 856 852	186	1 694 271	201	14 551 123	216	775 468	231	13 775 655	246	543 860

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité

		2015	2014
Rémunération	1		
Charges sociales	2		
Biens et services	3	2 153 118	3 214 203
Frais de financement	4		
Autres	5		
	6	2 153 118	3 214 203

ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité

		2015	2014
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Solde au début de l'exercice	1	2 037 144	2 177 832
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	2	277 460	
Solde redressé au début de l'exercice	3	2 314 604	2 177 832
Ajouter (déduire)			
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	4	359 323	291 495
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	5	(138 417)	(7 168)
Activités d'investissement	6	(212 571)	(92 515)
Excédent de fonctionnement affecté	7	(66 010)	(7 500)
Réserves financières et fonds réservés	8		(325 000)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	9		
Financement des investissements en cours	10		
	11	(57 675)	(140 688)
Solde à la fin de l'exercice	12	2 256 929	2 037 144
Excédent de fonctionnement affecté			
Solde au début de l'exercice	13	52 513	55 615
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	14		
Solde redressé au début de l'exercice	15	52 513	55 615
Ajouter (déduire)			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	16	(65 295)	(10 602)
Activités d'investissement	17		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	18	66 010	7 500
Financement des investissements en cours	19		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	20		
	21	715	(3 102)
Solde à la fin de l'exercice	22	53 228	52 513
Réserves financières et fonds réservés			
Solde au début de l'exercice	23	711 281	198 403
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	24		
Solde redressé au début de l'exercice	25	711 281	198 403
Ajouter (déduire)			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	26	41 570	3 188
Activités d'investissement	27	(90 079)	(283 822)
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	28		325 000
Financement des investissements en cours	29	(387 236)	468 512
	30	(435 745)	512 878
Solde à la fin de l'exercice	31	275 536	711 281

ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité

		2015	2014
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir			
Solde au début de l'exercice	32	( )	( )
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	33		
Solde redressé au début de l'exercice	34	( )	( )
Augmentation de l'exercice			
Avantages sociaux futurs			
Déficit initial au 1er janvier 2007			
Régimes capitalisés	35	( )	( )
Avantages postérieurs au 1er janvier 2007			
Régimes capitalisés			
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	36	( )	( )
Autres	37	( )	( )
Régimes non capitalisés	38	( )	( )
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	39	( )	( )
Frais d'assainissement des sites contaminés	40	( )	( )
Mesures transitoires relatives à la TVQ			
Utilisation du fonds général	41	( )	( )
Utilisation du fonds de roulement	42	( )	( )
Appariement fiscal pour revenus de transfert	43	( )	( )
Autres	44	( )	( )
	45	( )	( )
Financement à long terme des activités de fonctionnement			
Mesure transitoire relative à la TVQ	46	( )	( )
Autre financement	47	( )	( )
	48	( )	( )
Diminution de l'exercice			
Affectations débitrices aux activités de fonctionnement	49		
Remboursement de la dette à long terme liée aux activités de fonctionnement	50		
	51		
Solde à la fin de l'exercice	52	( )	( )
Financement des investissements en cours			
Solde au début de l'exercice	53	(2 112 588)	(501 587)
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	54		(1 640 550)
Solde redressé au début de l'exercice	55	(2 112 588)	(2 142 137)
Ajouter (déduire)			
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	56	1 567 808	498 061
Virements			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	57		
Excédent de fonctionnement affecté	58		
Réserves financières et fonds réservés	59	387 236	(468 512)
	60	1 955 044	29 549
Solde à la fin de l'exercice	61	(157 544)	(2 112 588)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs			
Solde au début de l'exercice	62	12 928 261	10 744 124
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	63		
Solde redressé au début de l'exercice	64	12 928 261	10 744 124
Ajouter (déduire)			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	65		
Excédent de fonctionnement affecté	66		
Variation résiduelle de l'exercice	67	(393 649)	2 184 137
Solde à la fin de l'exercice	68	12 534 612	12 928 261

FONDS DE ROULEMENT
CAPITAL AUTORISÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité

		RÈGLEMENT N°		MONTANT AUTORISÉ
CAPITAL AUTORISÉ AU 1ER JANVIER	1		1	525 000
Augmentation				
À même l'excédent de fonctionnement	2		2	
Par l'imposition d'une taxe spéciale	3		3	
Par l'adoption d'un règlement d'emprunt	4		4	
	5		5	525 000
Diminution	6		6	
CAPITAL AUTORISÉ AU 31 DÉCEMBRE	7		7	525 000

S48

SOLDES DISPONIBLES DES RÈGLEMENTS D'EMPRUNT FERMÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité

	Solde au 1er janvier	Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	Règlements d'emprunt fermés – Activités de fonctionnement	Règlements d'emprunt fermés – Activités d'investissement	Utilisation de l'exercice	Virement	Solde au 31 décembre
Montant non réservé	468 512				(387 236)		81 276
Montant réservé pour le service de la dette					( )		
	468 512				(387 236)		81 276

EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT DU RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité

		2015		2014
		Budget	Réalisations	Réalisations
Revenus				
Ventes d'électricité				
Domestique et agricole	1			
Générale et institutionnelle	2			
Industrielle	3			
Autres	4			
Autres revenus	5			
	6			
Charges				
Achat d'énergie	7			
Taxe sur le revenu brut	8			
Frais d'exploitation	9			
Autres frais	10			
Frais de financement	11			
Amortissement des immobilisations	12			
	13			
Partie imputée à la municipalité pour consommation d'électricité	14	( )	( )	( )
	15			
Excédent (déficit) de fonctionnement avant conciliation à des fins fiscales	16			
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
Ajouter (déduire)				
Immobilisations				
Amortissement	17			
Produit de cession	18			
(Gain) perte sur cession	19			
Réduction de valeur	20			
	21			
Financement				
Financement à long terme des activités de fonctionnement	22			
Remboursement de la dette à long terme	23	( )	( )	( )
	24			
Affectations				
Activités d'investissement	25	( )	( )	( )
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	26			
Excédent de fonctionnement affecté	27			
Réserves financières et fonds réservés	28			
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	29			
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	30			
	31			
	32			
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	33			

TAUX DES TAXES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité

Taxes sur la valeur foncière		**Du 100 $ d'évaluation**
Taxes générales		
Taxe foncière générale (taux unique)	1	, $
Taxe foncière générale (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	2	1,2309 $
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	3	1,2309 $
Catégorie des immeubles non résidentiels	4	3,5839 $
Catégorie des immeubles industriels	5	3,5839 $
Catégorie des terrains vagues desservis	6	2,4618 $
Catégorie des immeubles agricoles	7	, $
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux unique)	8	, $
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	9	, $
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	10	, $
Catégorie des immeubles non résidentiels	11	, $
Catégorie des immeubles industriels	12	, $
Catégorie des terrains vagues desservis	13	, $
Catégorie des immeubles agricoles	14	, $
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux unique)	15	, $
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	16	, $
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	17	, $
Catégorie des immeubles non résidentiels	18	, $
Catégorie des immeubles industriels	19	, $
Catégorie des terrains vagues desservis	20	, $
Catégorie des immeubles agricoles	21	, $
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux unique)	22	, $
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	23	, $
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	24	, $
Catégorie des immeubles non résidentiels	25	, $
Catégorie des immeubles industriels	26	, $
Catégorie des terrains vagues desservis	27	, $
Catégorie des immeubles agricoles	28	, $

TAUX DES TAXES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité

Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels
(Montant fixe)

Par unité de logement

Eau	1	___ , ___ $
Égout	2	___ , ___ $
Eau et égout	3	___ , ___ $
Traitement des eaux usées	4	___ , ___ $
Matières résiduelles	5	___ , ___ $

% de la valeur locative

Taxe d'affaires sur la valeur locative	6	___ , ___ %

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

Description	Taux	Code[1]	Préciser
CMM	,0104	1	
Consommation d'eau	27,0000	7	par 1000 pied cube

1. Code : 1 - du 100 $ d'évaluation
2 - du mètre carré
3 - du mètre linéaire
4 - tarif fixe (compensation)
5 - du 1 000 litres
6 - % de la valeur locative
7 - autres (préciser)

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité		OUI		NON	S.O.
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé? Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats.	1	☐	2	X	
Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	3	☐	4	X	
2. Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux municipalités à compter de 2020 seulement, une municipalité peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que la municipalité applique ces normes de façon anticipée?	5	☐	6	X	
3. La municipalité a-t-elle versé des subventions en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1), d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité ou de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8)?	7	☐	8	X	
Si oui, indiquer les montants suivants :					
a) le montant total versé en 2015	9			$	
b) le solde estimatif au 31 décembre 2015 des engagements en vertu du règlement concerné	10			$	
4. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?	11	☐	12	X	
Si oui, indiquer les montants versés pour l'exercice :					
a) crédits de taxes	13			$	
b) autres formes d'aide	14			$	
5. La municipalité a-t-elle reçu du MAPAQ des remboursements de taxes de 2015 pour des exploitations agricoles enregistrées?	15	☐	16	X	
Si oui, indiquer le montant.	17			$	
6. La municipalité a-t-elle reçu des revenus de taxes provenant d'une centrale thermique?	18	☐	19	X	
Si oui, indiquer le montant.	20			$	
7. Quelle est la population saisonnière de la municipalité, soit la population qui s'ajoute au nombre d'habitants établi par décret?	21				22 X

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité	OUI	NON	S.O.
8. La municipalité a-t-elle la compétence de percevoir les droits en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières?	23 [ ]	24 [X]	
Si oui, a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.1 de la LCM au cours de l'exercice?	25 [ ]	26 [ ]	
9. La municipalité applique-t-elle les nouvelles normes sur les paiements de transfert en suivant la position prescrite par le gouvernement du Québec selon la recommandation du MAMOT?	27 [ ]	28 [X]	29 [ ]

Les questions 10 et 11 s'adressent aux municipalités ayant des compétences de MRC seulement

10. La municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?	30 [ ]	31 [X]	
11. La municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?	32 [ ]	33 [X]	

AUTRES RENSEIGNEMENTS SUR L'ORGANISME MUNICIPAL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

ORGANISME MUNICIPAL

Adresse: 50, Avenue Westminster Sud
(no) (rue)
Montréal-Ouest — H4X 1Y7
(Municipalité) (Code postal)
Téléphone: (514) 481-8125
(ind. rég.) (numéro)
Télécopieur: (514) 481-4554
(ind. rég.) (numéro)
Courriel: info@montreal-west.ca

TRÉSORIER OU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER

Nom: Valentina Maria Todoran
Téléphone: (514) 485-8949
(ind. rég.) (numéro)
Télécopieur: (514) 481-4554
(ind. rég.) (numéro)
Courriel: vtodoran@montreal-west.ca

AUDITEUR INDÉPENDANT

Nom: Daniel Tétreault, CPA auditeur CA
Titre: CPA auditeur CA
Adresse: 122, 6e avenue Ouest
(no) (rue)
Amos — J9T 3Z3
(Municipalité) (Code postal)
Téléphone: (819) 727-1098
(ind. rég.) (numéro)
Télécopieur: (819) 727-5898
(ind. rég.) (numéro)
Courriel: daniel.tetreault@cableamos.com
Responsable du dossier: Daniel Tetreault

VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL (s'il y a lieu)

Nom
Titre
Adresse
(no) (rue)
(Municipalité) (Code postal)
Téléphone
(ind. rég.) (numéro)
Télécopieur
(ind. rég.) (numéro)
Courriel

RICHESSE FONCIÈRE AUX FINS DE LA PÉRÉQUATION DE 2017
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2015	1	.....
Facteur comparatif	2	.....
Valeur uniformisée	3	_____

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

Je , Valentina Maria Todoran , atteste que le rapport financier

de Montréal-Ouest pour l'exercice terminé le 31 décembre 2015, transmis

de façon électronique au ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire,

a été déposé à la séance du conseil du 2016-04-25 .

Je certifie que les informations ainsi que les rapports de l'auditeur indépendant et mon attestation de trésorier ou secrétaire-trésorier transmis de façon électronique au même Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, et que les copies originales signées de ces rapports et de mon attestation sont détenues par Montréal-Ouest .

Cette transmission est effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Je confirme que Montréal-Ouest consent à la diffusion intégrale par le ministre du rapport financier et des rapports d'audit, tels que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le ministre.

Afin de permettre la diffusion intégrale de ces rapports par le ministre, je confirme également que Montréal-Ouest détient les autorisations nécessaires, notamment celle de l'auditeur obtenue selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Je confirme qu'en appuyant sur le bouton «Attester», je manifeste mon consentement au même titre qu'une signature manuscrite.

L'excédent (déficit) de l'exercice à la page S18 ligne 22 est de 1 068 690 $.

Le taux global de taxation réel de 2015 à la page S34 ligne 6 est de 1,2835 $.

Date et heure de la dernière modification : 2016-04-26 15:52:02

Date de transmission au Ministère : 2016/04/26

Sommaire de l'information financière

Exercice terminé le 31 décembre 2015

Ce sommaire de l'information financière est extrait automatiquement du rapport financier déposé au Conseil et attesté par le trésorier, sans possibilité de modifications.

Nom : Montréal-Ouest

Affaires municipales et Occupation du territoire

Québec

SOMMAIRE DES RÉSULTATS À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

		2015		2014
		Budget	Réalisations	Réalisations
Revenus				
Fonctionnement	1	14 737 158	15 147 139	14 899 011
Investissement	2		1 016 534	733 109
	3	14 737 158	16 163 673	15 632 120
Charges	4	13 557 920	15 094 983	14 689 896
Excédent (déficit) de l'exercice	5	1 179 238	1 068 690	942 224
Moins : revenus d'investissement	6	( )	(1 016 534)	(733 109)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	7	1 179 238	52 156	209 115
Éléments de conciliation à des fins fiscales				
Amortissement des immobilisations	8		1 694 271	1 602 565
Financement à long terme des activités de fonctionnement	9			
Remboursement de la dette à long terme	10	(1 159 238)	(1 166 094)	(1 124 399)
Affectations				
Activités d'investissement	11	(20 000)	(383 152)	(410 368)
Excédent (déficit) accumulé	12		162 142	14 582
Autres éléments de conciliation	13			
	14	(1 179 238)	307 167	82 380
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	15		359 323	291 495

Extrait du rapport financier, pages S14 et S15

SOMMAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2015

		2015	2014
Actifs financiers			
Débiteurs	1	6 125 758	5 849 366
Autres	2	2 093 921	852 453
	3	8 219 679	6 701 819
Passifs			
Dette à long terme	4	19 210 300	18 189 800
Passif au titre des avantages sociaux futurs	5		
Autres	6	2 481 525	2 812 783
	7	21 691 825	21 002 583
Actifs financiers nets (dette nette)	8	(13 472 146)	(14 300 764)
Actifs non financiers			
Immobilisations	9	28 171 570	27 712 723
Autres	10	263 337	204 652
	11	28 434 907	27 917 375
Excédent (déficit) accumulé	12	14 962 761	13 616 611

Extrait du rapport financier, page S20

DÉTAIL DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2015

		2015	2014
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	13	2 256 929	2 037 144
Excédent de fonctionnement affecté			
- Entretien de parcs	14	555	555
- Fontaine d'eau parcs	15	308	308
-	16		
- Westminster curb intersections	17	9 852	9 852
- Greffe	18	33 448	40 308
- Arbres - TreeAzin	19	6 431	1 490
- Canada Post	20	2 634	
-	21		
-	22		
	23	53 228	52 513
Réserves financières	24		
Fonds réservés	25	275 536	711 281
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	26	( )	( )
Financement des investissements en cours	27	(157 544)	(2 112 588)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	28	12 534 612	12 928 261
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	29		
	30	14 962 761	13 616 611

Extrait du rapport financier, page S23-1

SOMMAIRE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

		2015		2014
		Budget	Réalisations	Réalisations
Fonctionnement				
Taxes	1	13 085 139	13 025 361	12 898 612
Compensations tenant lieu de taxes	2	213 093	211 640	239 617
Quotes-parts	3			
Transferts	4	169 181	201 401	184 989
Services rendus	5	621 000	775 468	769 894
Autres	6	648 745	933 269	805 899
	7	14 737 158	15 147 139	14 899 011
Investissement				
Taxes	8			
Quotes-parts	9			
Transferts	10		1 016 534	733 109
Autres	11			
	12		1 016 534	733 109
	13	14 737 158	16 163 673	15 632 120

Extrait du rapport financier, page S14

SOMMAIRE DES CHARGES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

		Budget 2015	Réalisations 2015			Réalisations 2014
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
Administration générale						
Évaluation	1	47 143	47 143		47 143	42 044
Autres	2	2 355 754	2 424 846	70 477	2 495 323	2 448 747
Sécurité publique						
Police	3	1 575 402	1 575 402	395	1 575 797	1 563 732
Sécurité incendie	4	892 383	916 334	9 435	925 769	886 020
Autres	5	399 752	378 421	5 967	384 388	406 247
Transport						
Réseau routier	6	2 706 520	2 607 705	858 507	3 466 212	3 261 160
Transport collectif	7	1 208 101	1 208 101		1 208 101	1 107 327
Autres	8	26 939	26 939		26 939	21 782
Hygiène du milieu						
Eau et égout	9	396 491	298 328	639 313	937 641	982 069
Matières résiduelles	10	492 070	498 255		498 255	497 261
Autres	11	37 726	11 915		11 915	12 157
Santé et bien-être	12	11 397	11 397		11 397	8 105
Aménagement, urbanisme et développement						
Aménagement, urbanisme et zonage	13	130 255	123 724		123 724	99 141
Promotion et développement économique	14	51 805	51 805		51 805	47 110
Autres	15	93 101	112 781		112 781	113 118
Loisirs et culture	16	2 456 804	2 563 756	110 177	2 673 933	2 608 742
Réseau d'électricité	17					
Frais de financement	18	676 277	543 860		543 860	585 134
Amortissement des immobilisations	19		1 694 271	(1 694 271)		
	20	13 557 920	15 094 983		15 094 983	14 689 896

Extrait du rapport financier, pages S28-1 à S28-3